

Proposition de communication - Axe 6 - CIHTE

Contexte et problématique

Le Réseau Inter-Universitaire de l'Economie Sociale et Solidaire 2023 invite à s'interroger sur la manière dont l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) peut être levier de développement territorial, le territoire étant appréhendé comme « un construit social, politique, économique et productif, espace structuré et dynamisé par les différents acteurs le composant ». Si les territoires sont désormais au cœur de l'agenda des pouvoirs publics, il importe de cerner la façon dont l'ESS contribue à opérer des dépassements de frontières, matérielles et immatérielles, à même de répondre à la « double insoutenabilité sociale et environnementale de notre modèle économique standard » (Eynaud and Carvalho de França Filho, 2019). En effet, une part importante de travaux de recherche souligne un lien constitutif et implicite entre ESS et territoire, mais « sans s'interroger sur les conditions d'émergence, de transférabilité ou de reproductibilité des expériences observées » (Duverger et al., 2020). En ce sens, nous proposons d'illustrer les processus de structuration de « l'inter monde, entre ceux d'ici et ceux d'ailleurs » par la présentation d'un chapitre issu d'un ouvrage collectif chez ISTE-WILEY, intitulé provisoirement « ESS et dynamiques de territoire », et basé sur une recherche doctorale démarrée en 2021 au sein de l'IAE Paris 1.

Ce chapitre vise à présenter comment la crise climatique et environnementale, par sa dimension exponentielle et systémique, transforme la façon dont les organisations non gouvernementales (ONG) occidentales de solidarité internationale appréhendent leurs territoires d'intervention, par essence pluriels et interconnectés. En effet, si la question environnementale est une composante ancienne du champ du développement, force est de constater que les politiques publiques mises en place et les réponses organisationnelles proposées depuis deux décennies n'ont pas été pleinement capables de répondre aux enjeux posés.

Le sixième rapport d'évaluation du GIEC dresse à ce titre un constat sans équivoque. Il démontre que « l'influence humaine a réchauffé l'atmosphère, les océans et les terres (et va entraîner) des changements rapides et généralisés dans l'atmosphère, les océans, la cryosphère et la biosphère » (IPCC, 2021). Dénonçant une inadéquation des moyens mis en œuvre face à la rapidité des changements, le rapport montre clairement que si le changement climatique a causé des pertes et dommages connexes pour la nature et les personnes à l'échelle mondiale, « la vulnérabilité des écosystèmes et des populations au changement climatique varie considérablement d'une région à l'autre [...] , sous l'effet de schémas de développement socio-économique croisés, [...], de marginalisation, des schémas historiques et permanents d'inégalités tels que le colonialisme, et la gouvernance » (IPCC, 2022). Sont (et seront de plus en plus) particulièrement concernées par ces nouvelles vulnérabilités la plupart des zones géographiques africaines, asiatiques et sud-américaines, soit les pays considérés par le comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comme moins avancés (les PMA) ou en développement (PED). Appréhender comment, sur certains de ces territoires déjà durablement dégradés économiquement, socialement – voire démocratiquement – des organisations gèrent le facteur aggravant du réchauffement climatique sur les vulnérabilités, est donc prometteur.

En particulier, comprendre comment les ONG contribuent, en adaptant leur outillage gestionnaire, à construire des dynamiques territoriales inclusives et environnementales, est pertinent au moins à deux titres. D'une part, parce qu'il s'agit souvent, notamment dans le cas des ONG françaises dites de développement, d'organisations qui disposent d'une antériorité d'action importante sur leurs territoires d'intervention, permettant d'apprécier le caractère aggravant de la crise dans une temporalité longue (et donc d'appréhender un « avant » et un « après » dans la gestion). D'autre part,

s'agissant d'organisations « très peu étudiées par les chercheurs en science de gestion » (Cazenave et al., 2020), elles peuvent être des objets d'analyse intéressants, à même d'apporter des réponses, par leurs spécificités dans l'approche gestionnaire, à cette « double insoutenabilité ». A ce titre, en France, depuis décembre 2020, dix ONG d'action humanitaires parmi les plus importantes se sont ainsi engagées à réduire de 30% leurs émissions de GES d'ici à 2025, et 50% à l'horizon 2030, arguant que « les actions des organisations de solidarité, aussi cruciales soient-elles, peuvent générer des impacts environnementaux et climatiques. La prise en compte de ces enjeux est donc pour le secteur [...] une question de cohérence globale » (Groupe URD, 2020).

Actrices du temps long, comment la dimension exponentielle et systémique de la crise climatique et environnementale transforme-t-elle l'outillage gestionnaire des ONG occidentales de solidarité internationale ?

Littérature et méthodologie

Nous proposons d'illustrer cette question de recherche par un travail qualitatif et inductif de comparaison d'études de cas menées au sein de plusieurs ONG françaises de solidarité internationale. L'inscription de ce travail en Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) au sein de Coordination SUD¹, nous a en effet permis d'étudier une diversité d'ONG françaises et occidentales, et de nous intéresser à leurs conditions de déploiement en France et sur certains territoires dégradés (notamment au Sénégal et au Burkina Faso).

Le caractère intrinsèquement multiculturel de la gestion de ces organisations, leur inscription dans l'histoire coloniale des pays occidentaux et une certaine « extrémité » de leurs territoires d'intervention nous amènera à mobiliser chemin faisant les approches post-coloniales et décoloniales de gestion, en particulier l'écologie décoloniale, à même d'éclairer la spécificité de cet objet (l'ONG) et de ces territoires (les PMA et le PED), comme l'illustration possible d'une « double fracture coloniale et environnementale de la modernité » (Ferdinand, 2019).

Contributions attendues

Plusieurs contributions sont attendues. D'une part, nous proposerons de documenter comment certaines ONG occidentales, en gérant l'aggravation du réchauffement climatique sur leurs territoires d'intervention, sont confrontées au risque d'un déploiement de pratiques trop empreintes de colonialité. En mobilisant les perspectives post-coloniales et décoloniales, nous montrerons justement comment ces pratiques sont surtout révélatrices de la transformation du rôle et du positionnement des ONG occidentales dans cet « inter monde, entre ceux d'ici et ceux d'ailleurs ». Enfin, nous articulons ces perspectives aux théories foisonnantes sur les enjeux de transition écologique.

¹ La plate-forme des ONG françaises de solidarité internationale

Bibliographie

- Cazenave, B., Garbe, E. & Morales, J. (2020). *Le management des ONG*. La Découverte.
- Duverger, T., Itçaina, X., Lafore, R., 2020. Les trois visages de l'économie sociale et solidaire: institutionnalisations, trajectoires, territoires. le Bord de l'eau, Lormont, France.
- Escobar, A., (2020). *Postdevelopment @ 25: On "being stuck" and moving forward, sideways, backward, and otherwise*. In A. Escobar (Eds.), *Pluriversal politics*: 97-119. Durham: Duke University Press.
- Eynaud, P., Carvalho de França Filho, G., 2019. *Solidarité et organisation: penser une autre gestion*. France.
- Ferdinand, M. (2019). *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*. Seuil.
- Groupe URD (2020). *Déclaration d'engagement des organisations humanitaires sur le climat*.
- IPCC. (2021). *Climate change 2021. The physical science basis: summary for Policy Maker*. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Genève.
- IPCC. (2022). *Climate change 2022. Impact, adaptation, vulnerability: summary for Policy Maker*. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Genève.
- Olivier de Sardan, J. (2021). *La revanche des contextes: Des mésaventures en ingénierie sociale en Afrique et au-delà*. Karthala.
- Ryfman, P. (2014). *Les ONG*. La Découverte.
- Santos, B. de S. (2011). Épistémologies du Sud. *Études rurales*, 187, 21-50.